

**Direction départementale  
de la protection des populations**

Grenoble, le 15 octobre 2019

**Service installations classées**

Téléphone : 04 56 59 49 99

Mél : ddpp-ic@isere.gouv.fr

**ARRETE DE DÉROGATION de DISTANCE**  
**n°DDPP-IC-2019-10-14**  
**accordée à l'EARL des NOIRETTES (élevage de volailles)**  
**située sur la commune de SAINT-CHEF**

Le Préfet de l'Isère  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le code de l'environnement, et notamment le Livre V, Titre 1<sup>er</sup> (installations classées pour la protection de l'environnement) Chapitre II, Section 3 et les articles L.512-10 et R.512-52 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111 ;

**VU** la preuve de dépôt n°A-8-N66ASJMMHT délivrée le 29 janvier 2018 à l'EARL LES NOIRETTES suite à sa déclaration initiale d'exploitation d'un élevage de 10030 animaux équivalents volailles, située 167 chemin de Laval à SAINT CHEF (38890), sous réserve de l'obtention d'une dérogation aux règles de distances d'implantation vis-à-vis des tiers ;

**VU** la demande de dérogation aux règles d'implantation des bâtiments d'élevage et leurs annexes telles que prévues par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, présentée en complément de la déclaration initiale du 29 janvier 2018 par Monsieur Nicolas BROUQUISSE, gérant de l'EARL LES NOIRETTES, située 167 chemin de Laval à SAINT CHEF (38890) pour l'exploitation d'un élevage de 10030 animaux équivalents volailles ;

**VU** le dossier descriptif et les plans joints à la demande de dérogation ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la direction départementale de la protection des populations, en date du 11 avril 2019, proposant de donner un avis favorable à la dérogation sollicitée ;

**VU** le courrier du 20 août 2019 communiquant à l'exploitant le projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que l'élevage de volailles, soumis à déclaration pour les activités visées sous la rubrique n°2111-3 de la nomenclature des installations classées, est soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-mentionné ;

**CONSIDÉRANT** que l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 sus-mentionné prévoit que « les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers » ;

**CONSIDÉRANT** que le préfet peut, en application de l'article L.512-10 du code de l'environnement, adapter aux circonstances locales, les prescriptions dans les conditions prévues à l'article R.512-52 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable du maire de SAINT-CHEF, en date du 10 janvier 2018 ;

**CONSIDÉRANT** l'avis favorable, en date du 9 décembre 2017, de Madame Stéphanie BEC et Monsieur Christophe BEC propriétaires de l'habitation située 125 chemin de Laval à SAINT-CHEF (38890), sur la parcelle n°968, à une distance de moins de 100 m d'ouvrages de l'élevage qui existent déjà, à savoir 70 m ;

**CONSIDÉRANT** que le dossier de demande de dérogation de distances est complet et régulier ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant s'est engagé à exploiter dans les conditions présentées dans son dossier de déclaration et que la capacité de gestion réglementaire des effluents est suffisante ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures compensatoires décrites par l'exploitant, pour atténuer les nuisances de l'élevage en matière de bruit, d'air, d'odeurs, de nuisibles, de ressources en eau et d'intégration paysagère, sont adaptées et suffisantes ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'exploitation telles qu'elles sont définies dans le présent arrêté, permettent la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère ;

## **ARRÊTE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : La preuve de dépôt n°A-8-N66ASJMMHT délivrée le 29 janvier 2018 à l'EARL LES NOIRETTES de sa déclaration de l'exploitation d'un élevage de 10030 animaux équivalents volailles, située 167 chemin de Laval à SAINT-CHEF (38890), est validée et une dérogation aux conditions d'exploitation, définies par le texte des prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, est accordée à l'EARL LES NOIRETTES pour l'exploitation de 10030 animaux équivalents volailles, située 167 chemin de Laval à SAINT-CHEF (38890), pour leurs bâtiments d'élevage situés à moins de 100 m d'habitations occupées par des tiers.

Cette dérogation concerne exclusivement les bâtiments d'élevage, leurs annexes et les ouvrages de stockage des effluents existants situés 167 chemin de Laval à SAINT-CHEF (38890).

**ARTICLE 2 :** L'implantation et l'exploitation de cet élevage doivent satisfaire aux prescriptions techniques applicables en matière d'élevage soumis au régime de la déclaration (arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour

la protection de l'environnement soumises à déclaration sous les rubriques n°2101, 2102 et 2111) sauf en ce qui concerne l'objet de la dérogation prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, et devront être strictement respectées par l'exploitant.

**ARTICLE 3 :** L'exploitant devra déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui seraient de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

En cas d'accident, il sera tenu de remettre à l'inspection des installations classées un rapport répondant aux exigences de l'article R.512-69 du code de l'environnement.

**ARTICLE 4 :** Conformément aux dispositions de l'article R.512-54 du code de l'environnement, tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet. S'il estime que la modification est substantielle, le préfet invite l'exploitant à déposer une nouvelle déclaration.

**ARTICLE 5 :** En cas d'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant est tenu de notifier au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci, en joignant un dossier qui indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et les propositions sur le type d'usage futur du site, conformément à l'article R.512-66-1 du code de l'environnement.

Les mesures précitées relatives à la mise en sécurité comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie ou d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation. Il en informe par écrit le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté, ainsi que la preuve de dépôt n°A-8-N66ASJMMHT visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, sont publiés sur le site internet des services de l'État en Isère, pour une durée minimale de trois ans.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Chef et peut y être consultée.

**ARTICLE 7 :** En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.514-3-1, cette décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés aux 1° et 2°.

Conformément aux dispositions du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

**ARTICLE 8 :** Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

**ARTICLE 9 :** Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère, la sous-préfète de LA TOUR-DU-PIN, le directeur départemental de la protection des populations de l'Isère, en charge de l'inspection des installations classées, et le maire de SAINT-CHEF sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EARL LES NOIRETTES.

Fait à Grenoble, le 15 octobre 2019

Le Préfet,

Pour le Préfet, par délégation,

Le Secrétaire Général

Signé

Philippe PORTAL